

KEMAL DERVIS

Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard

Next speaker, Kemal Dervis.

Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Merci beaucoup, Professeur Kaiser.

Il y a des problèmes qui n'ont pas de solution rapide, malheureusement. Prétendre que l'on a une solution à ce qui se passe, au drame que nous vivons aujourd'hui, ce n'est malheureusement pas possible. Nous devons discuter pour savoir comment nous en sommes arrivés là, quelles en sont les causes profondes. Nous en avons déjà discuté de façon complète dans cette conférence pendant deux jours. Je vais essayer de souligner quelques pensées, quelques points pour animer la discussion, mais je dois vous dire que je suis perplexe et très triste de ce qui se passe. Je suis sûr que nous partageons tous une certaine tristesse, mais cela ne doit pas nous amener, évidemment, à baisser les bras ou à ne pas nous battre pour trouver des solutions telles que vous les avez évoquées, Monsieur Korsia. C'est très important d'ailleurs, ce qui se passe aux niveaux humain, religieux et éthique. Une coopération profonde de toutes les religions est nécessaire.

La première chose que j'aimerais souligner est très macro, mais nous sommes en train de vivre une des dimensions, et Thierry de Montbrial lorsqu'il a lancé cette conférence l'a toujours souligné : nous sommes dans un monde où les problèmes sont vraiment enchevêtrés, un monde réellement interdépendant. Ce monde a énormément besoin de gouvernance mondiale. Je ne dis pas de « gouvernement » parce que c'est une utopie inutile, mais de gouvernance, de mécanismes qui nous permettent de coopérer à travers les frontières, à travers les cultures, les religions, les idéologies ou les préférences politiques. Cette conférence apporte beaucoup à cette entreprise, cette recherche, cette quête sans évidemment avoir de solution miracle.

Quand on voit ce qui s'est passé, on se rend compte que la gouvernance mondiale n'a pas fonctionné à de nombreux niveaux, que ce soit au Moyen-Orient, où des tragédies s'y déroulent depuis des années, ou en Europe après la grande bataille sur l'euro, la zone euro, la Grèce et, plus récemment, sur le sujet des réfugiés. C'est encore plus grave dans un certain sens, surtout sur le plan humain. J'aimerais utiliser cette occasion pour souligner que là aussi, on voit combien nous avons besoin de l'Europe, mais d'une Europe qui sache prendre des décisions et qui fonctionne. Vous avez évoqué le fait que c'est l'une des rares fois où nous avons voté à la majorité pondérée. C'est le moment de dire que l'Europe ne peut fonctionner qu'à la majorité pondérée. Si un petit pays ou deux ou trois pays peuvent bloquer tout un mécanisme, l'Europe ne fonctionnera pas. Je crois qu'il faut insister là-dessus, il faut essayer d'expliquer cela aux citoyens. C'est un tournant décisif pour l'Europe : elle peut s'autodétruire, mais elle peut aussi revenir parce que les enjeux sont considérables. Beaucoup de citoyens, je crois, sont conscients de ces enjeux.

Le deuxième point que j'aimerais souligner peut porter un peu à controverse. J'ai vécu des situations dans certaines périodes de ma vie, y compris dans mon propre pays, où un recours à l'état d'urgence et à une sécurité forte et musclée est en fait la seule manière d'empêcher quelque chose de bien pire. Je crois franchement que nous sommes tous en danger, surtout en Europe, mais également dans le monde entier. Je crois qu'il faut trouver un équilibre très délicat entre l'humanité, la générosité et le principe de base qu'une personne est innocente jusqu'à ce qu'elle soit déclarée coupable, mais en même temps prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'état d'urgence qui a été déclaré en France. Il devrait peut-être être déclaré dans beaucoup plus de pays d'Europe dès maintenant. L'état d'urgence n'est pas un état illégitime en cas de forte menace, parce que ce n'est pas seulement le terrorisme qui nous

menace, mais c'est aussi la réaction d'extrême droite qui sera inévitable si nous ne parvenons pas à empêcher encore deux, trois ou quatre événements du type de ceux de Paris. Nous devons nous battre non seulement contre les terroristes, mais aussi contre la réaction qu'ils pourraient engendrer. Nous nous battons donc sur deux fronts et je crois qu'il faut en être conscients et agir avant l'incident, pas après.

Troisièmement, je veux souligner que les pays de passage tels que la Turquie et la Grèce aujourd'hui, et avant elles l'Italie pendant longtemps, ont besoin de soutien. Je ne vais pas entrer dans les détails à ce sujet, mais ces pays ont porté un lourd fardeau pendant très longtemps. Les pays du Golfe, en revanche, donnent peut-être de l'argent, mais n'acceptent presque pas de réfugiés. Je trouve que c'est une situation totalement inacceptable et pas du tout éthique. C'est un exemple de plus de la langue de bois, de la différence entre le discours et les faits dans cette partie du monde.

Il faut soutenir ces pays. La Turquie a reçu près de deux millions de réfugiés en moins de trois ans et je crois que la société turque s'en est assez bien sortie. Ce n'est pas parfait, mais les efforts ont été conséquents. J'aimerais aussi mentionner l'exemple de la Grèce. Le pays est un cas exceptionnel, touché par une crise économique si grave qu'il en a perdu 25 % de son PIB, et que son taux de chômage a atteint 25 %, dont 55 % chez les jeunes. Je ne cherche pas à savoir à qui revient la faute, à quel gouvernement. La Grèce a non seulement géré cette crise de façon démocratique, presque sans violence, mais en plus elle porte un fardeau économique en tant que l'un des pays en première ligne, qui reçoit les réfugiés et qui souvent s'en occupe très bien. Je ne dis pas « toujours ».

Voilà quelques points que j'aimerais souligner pour commencer.

Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard

You rightly stressed how important it was that the European Union decided by a majority that the problem now is that those who were outvoted refuse to accept the decision. Perhaps Hubert Védrine can add to that and deal later on with what we will do.

Kemal DERVIS, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Either Europe will learn to vote by majority decisions or it will not continue to function. In the end, another thing would have happened in Greece. Despite everything, the people voted for Europe. People have to make a choice. Do they want to be in Europe or not? If we do not, let them go.